

Désindustrialisation, déprise agricole et développement de l'emploi dans les services en Languedoc-Roussillon

Daniel FRANÇOIS - INSEE

En Languedoc-Roussillon, la déprise agricole et la désindustrialisation, dans une moindre mesure, ont provoqué de nombreuses pertes d'emplois durant les trente dernières années.

L'emploi urbain tertiaire a pris le relais : les banques, assurances, services récréatifs, les services aux entreprises et l'immobilier ⁽¹⁾ constituent de plus en plus un groupe fortement pourvoyeur d'emplois.

A l'inverse des emplois industriels et agricoles, les emplois BARSIS se déploient à la périphérie des villes importantes et de façon particulièrement marquée autour de Montpellier. Entre 1968 et 1999, ce groupe d'activités a ainsi créé dans les aires urbaines de la région 2 100 emplois par an alors que l'agriculture et l'industrie en perdaient 3 200.

La déprise agricole et la désindustrialisation affectent l'emploi dans toutes les régions

Les trente dernières années ont été marquées par une importante régression de l'emploi dans l'agriculture et l'industrie qui ont perdu ensemble 109 000 emplois par an en France entre 1962 et 1999. Le Languedoc-Roussillon a suivi le mouvement, avec 3 500 emplois perdus en moyenne chaque année durant la même période. Parallèlement, les autres activités ont créé 213 000 emplois par an France Entière et 8 750 en Languedoc-Roussillon.

La part de l'agriculture et de l'industrie qui représentait 50 % de l'ensemble des emplois en France en 1968 est tombée à 22 % en 1999. En Languedoc-Roussillon, la chute a été de 48 % à 17 % de 1968 à 1999.

Entre 1962 et 1999, l'emploi a progressé moins vite que la population en âge de travailler : en France, on est passé de 63,7 emplois pour 100 habitants de 18 à 65 ans en 1962 à 58 en 1999, tandis que la diminution était de 57,5 à 54,5 en Languedoc-Roussillon.

(1) Nous baptiserons ce groupe BARSIS par la suite pour alléger l'exposé.

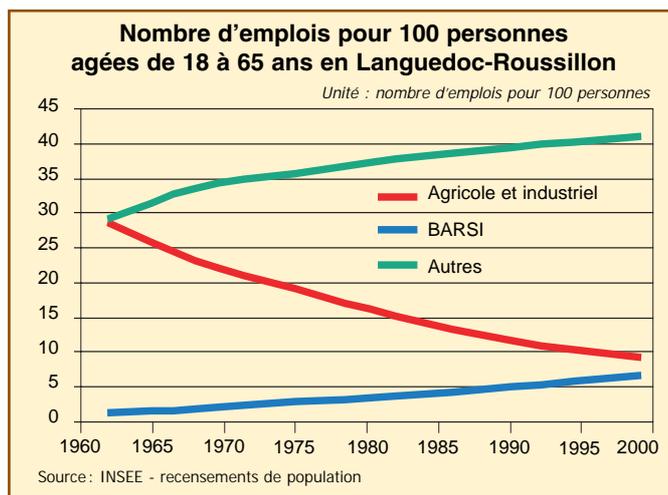
Répartition des actifs ayant un emploi par groupe de secteurs d'activité

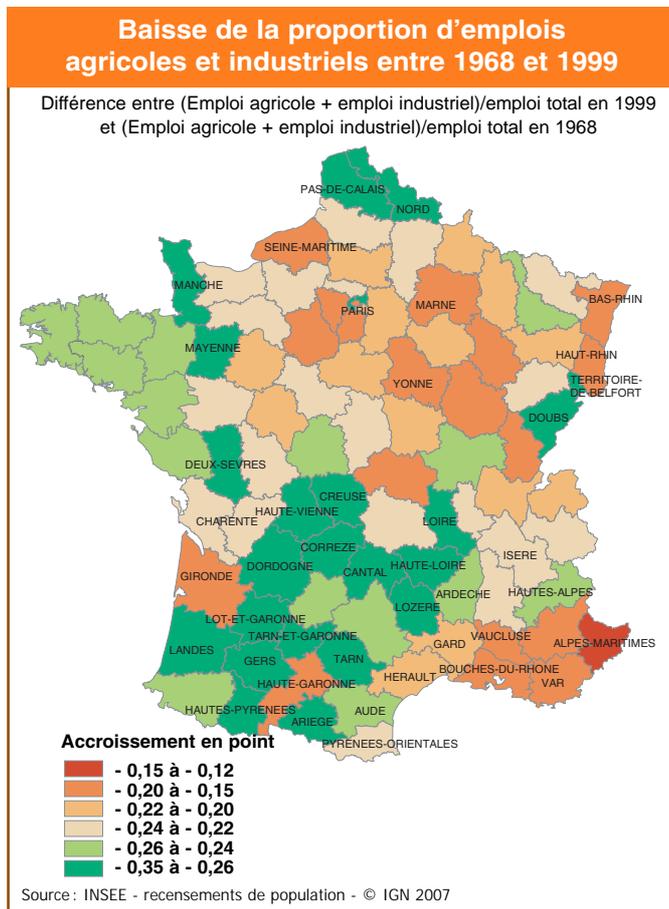
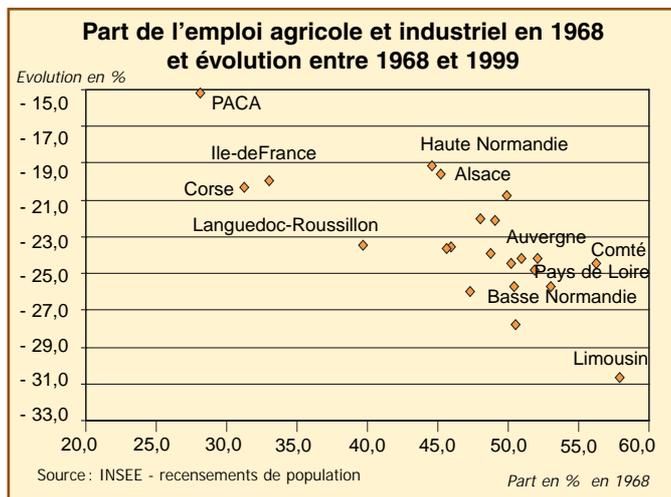
Région de travail	Agriculture	Industrie	BARSIS	Autres	Ensemble
1962 Languedoc-Roussillon	31,4	16,8	2,4	49,4	100,0
1962 France Entière	20,6	29,5	3,7	46,2	100,0
1999 Languedoc-Roussillon	6,5	10,1	11,7	71,8	100,0
1999 France Entière	4,3	17,9	14,3	63,5	100,0

La faiblesse de l'offre d'emplois dans la région entraîne un taux d'emploi inférieur à celui de l'ensemble des régions françaises. En conséquence, la régression y a été moins sensible. Lorsqu'on rapporte les pertes d'emplois à la population en âge de travailler, le recul est inférieur : - 2,9 emplois pour 100 personnes de 18 à 65 ans dans la région contre - 5,8 en France, entre 1968 et 1999.

Le Languedoc-Roussillon, peu industrialisé a moins subi la régression de l'emploi industriel

Cet important mouvement de transfert d'emplois entre grands groupes d'activités a touché le territoire de façon très différenciée : la régression de l'emploi agricole et industriel dans les régions françaises ayant été d'autant plus forte que leur part était élevée.





Ainsi, le Nord-Pas-de-Calais qui avait le profil le plus industriel des régions françaises, avec 42 % d'emplois industriels en 1968, a perdu 14,9 emplois pour 100 actifs entre 1968 à 1999. L'Île-de-France avec 32 % d'emplois industriels en 1968 en a perdu 14,6, la Picardie, avec 35 % en 1968 en a perdu 10,1.

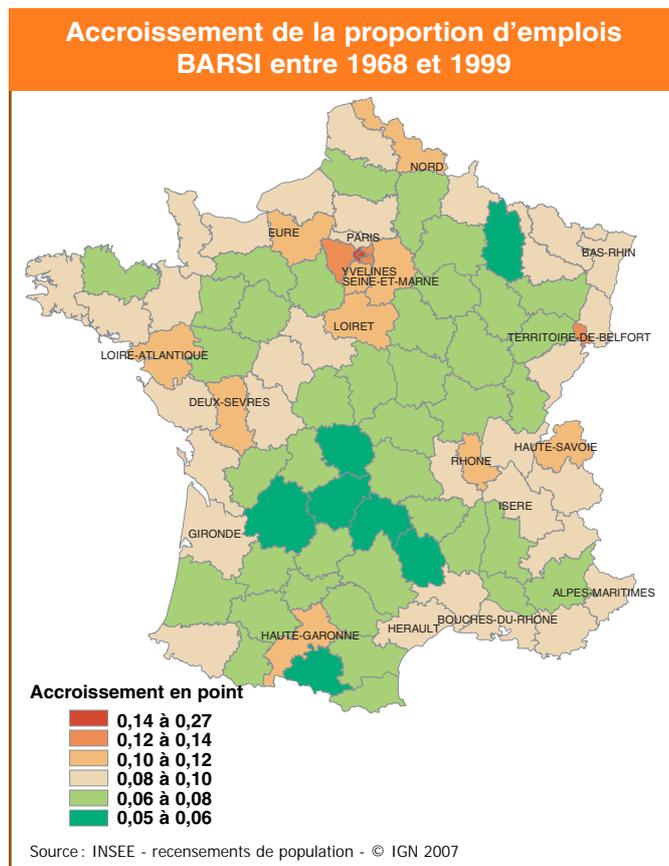
A l'opposé, le Limousin, une des régions les moins industrielles avec 15 % d'emplois industriels en 1968, a perdu 0,9 emplois seulement pour 100 personnes de 18 à 65 ans entre 1968 à 1999. Le Languedoc-Roussillon qui avait 16 % d'emplois industriels en 1968 a perdu seulement 3,9 emplois pour 100 personnes. Le Languedoc-Roussillon fait partie avec la Bretagne, le Limousin, le Poitou-Charentes, la Basse-Normandie des régions plutôt rurales qui ayant peu d'emplois industriels à perdre en ont moins perdu.

Les banques, assurances, services récréatifs, services aux entreprises et immobilier, moteurs de l'emploi urbain tertiaire

Si l'emploi a fortement régressé dans l'agriculture et l'industrie, d'autres activités ont pris le relais. Certaines ont conquis, à l'occasion de leur progression, les positions urbaines centrales qui étaient tenues en partie par les activités industrielles. Ainsi, les banques, assurances, services récréatifs, services aux entreprises, activités immobilières constituent un groupe fortement pourvoyeur d'emplois. Ces activités sont attirées par les centres des villes importantes.

L'emploi de ce groupe d'activités BARSJ a connu une progression de 4,1 % par an de 1968 à 1999 en France. Cette progression est nettement plus forte que celle de l'ensemble des autres activités hors agriculture et industrie: + 1,1 % par an. En Languedoc-Roussillon, la progression de l'emploi BARSJ s'est faite à un rythme assez soutenu: + 5,2 % par an, un peu supérieur au rythme médian, mais pourtant inférieur à celui qu'a connu la Bretagne avec + 6,1 % par an de 1968 à 1999.

En France, sa part dans l'emploi total qui était de 4,8 % en 1968 est passé à 14,9 % en 1999. Dans le même temps, l'emploi dans le Languedoc-Roussillon progressait de 5,8 à 14,7 % pour ce groupe d'activités



En Languedoc-Roussillon, la croissance des emplois BARSIS s'accélère

Parallèlement à la chute de l'emploi agricole et industriel, les emplois dans les activités BARSIS ont vu leur part s'accroître de 2,4 à 11,7 %. De +1070 emplois par an entre 1962 et 1968, leur croissance n'a pas cessé de s'intensifier pour atteindre +3 120 emplois annuels entre 1990 et 1999 dans la région.

Dans les années 1960, ce sont les villes-centre de la région qui étaient le siège de plus de la moitié des créations d'emplois BARSIS : 56 % entre 1962 et 1970. Les communes périurbaines participaient alors pour 26,5 % des créations. Trente ans plus tard, les positions sont inversées : entre 1990 et 1999, les villes-centre ont atteint 18,6 % des créations d'emplois BARSIS pendant que les périphéries créaient 50 % des emplois nouveaux dans ces activités.

Les périphéries des aires urbaines bénéficient du redéploiement des emplois

La croissance économique d'après-guerre qui a coïncidé avec une forte croissance urbaine a contribué à la concentration⁽²⁾ des activités sur le territoire⁽³⁾. Le retrait de l'agriculture a influencé la répartition de l'ensemble des activités sur le territoire français. La proportion de communes ayant au moins un agriculteur est passée de 90 à 83,7 % de 1968 à 1999 en France. Près de 2 300 communes françaises ont perdu leurs derniers agriculteurs actifs en trente ans. En Languedoc-Roussillon, le nombre de communes sans agriculteur a progressé de 45 en 1968 à 139 en 1999.

En regard des surfaces mises en jeu par les processus d'urbanisation et la déprise agricole, les communes sans agriculteur, qui représentaient 2,7 % de la surface totale cadastrée française, atteignent 4,3 % en 1999. En Languedoc-Roussillon, leur part est passée de 1,9 % à 6,2 %.

A l'occasion de ce mouvement, c'est le groupe BARSIS qui a conquis le plus de nouveaux territoires : la proportion de communes dans lesquelles était présent au moins un emploi dans ces activités étant passée de 20 à 52 % entre 1968 et 1999 en France.

Les actifs BARSIS n'ont toutefois pas remplacé les actifs agricoles là où ils ont disparu. Les communes rurales ont perdu près de 36 000 emplois agricoles par an de 1968 à 1999 et gagné 7 200 emplois BARSIS seulement. Les villes-centre des aires urbaines⁽⁴⁾ ont perdu 2 000 emplois

agricoles et gagné 18 500 emplois BARSIS par an. Les périphéries actuelles des aires urbaines, qui étaient encore largement agricoles en 1968, ont perdu 20 800 emplois agricoles et gagné 44 500 emplois BARSIS chaque année.

(2) Pour l'ensemble des activités France Entière, l'indice de Gini, indique une concentration territoriale en augmentation de 0,78 en 1962 à 0,88 en 1999.

(3) L'indice de Gini est un indice de concentration statistique non obligatoirement territorial. Il est égal au double de la surface située entre la 1^{ère} bissectrice et la courbe de concentration de la variable considérée. La courbe de concentration est l'ensemble des points dont l'abscisse est le rang de l'observation en fractiles et l'ordonnée est le cumul de la variable en fractiles.

Dans le cas d'une équirépartition, l'indice de Gini vaut 0. Dans le cas de la concentration dans une seule observation, donc maximum, l'indice vaut 1.

(4) Une aire urbaine est constituée de la commune-centre qui accueille au moins 5 000 emplois et de l'ensemble des communes qui envoient au moins 40 % de leurs actifs travailler dans l'ensemble des communes de l'aire urbaine. Les aires urbaines sont définies à chaque recensement de la population depuis 1990. Le périmètre des aires urbaines utilisé ici est celui du recensement de la population de 1990.

Emploi pour 100 habitants des quatre groupes d'activité

Unité : nombre d'emplois pour 100 habitants

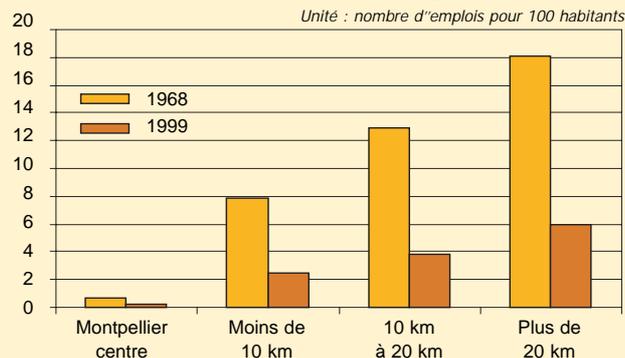
Aire urbaine de Montpellier	Agriculture	Industrie	BARSIS	Autres	Ensemble
1968					
Montpellier	0,6	5,1	2,6	29,8	38,0
Moins de 10 km	7,8	3,4	0,4	14,9	26,6
10 à 20 km	12,9	1,5	0,3	10,4	25,0
Plus de 20 km	18,1	1,7	0,1	9,0	28,9
Ensemble	3,8	4,3	1,9	24,6	34,5
1999					
Montpellier	0,3	3,9	12,0	52,7	68,8
Moins de 10 km	2,5	14,0	17,3	93,8	127,6
10 à 20 km	3,8	7,9	6,5	44,3	62,4
Plus de 20 km	6,0	4,8	2,6	19,2	32,6
Ensemble	1,2	5,8	11,7	56,1	74,8

Source : INSEE - Recensements de la population

Lecture : En 1968, il y avait 38 emplois pour 100 habitants de 18 à 65 ans. En 1999, ce taux est passé à 68,8 emplois pour 100 habitants.

Nombre d'emplois agricoles pour 100 habitants suivant la distance à Montpellier

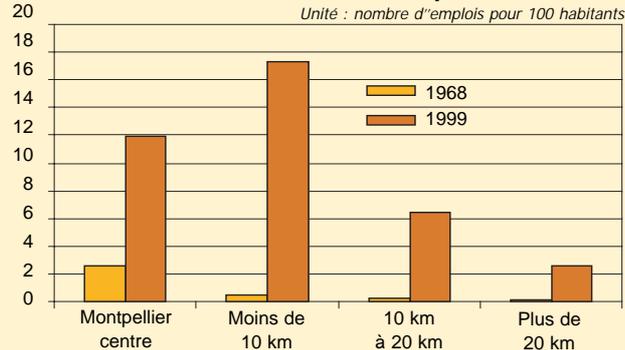
Unité : nombre d'emplois pour 100 habitants



Source : INSEE - recensements de population

Nombre d'emplois BARSIS pour 100 habitants suivant la distance à Montpellier

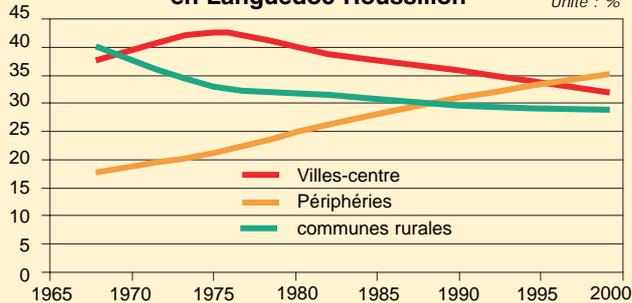
Unité : nombre d'emplois pour 100 habitants



Source : INSEE - recensements de population

Part de l'urbain et du périurbain dans l'emploi total en Languedoc-Roussillon

Unité : %



Source : INSEE - recensements de population

L'implantation des activités BARSJ préfigure l'intégration de la première couronne à la ville-centre

Autour de Montpellier, le redéploiement spatial et sectoriel de l'emploi dans un contexte de forte croissance illustre le mouvement général de débordement de l'emploi autour de villes. De ce point de vue, les activités se partagent en deux catégories opposées. D'une part l'agriculture, dont l'importance relative mesurée ici par le nombre d'emplois pour 100 habitants, croît au fur et à mesure qu'on s'éloigne de la ville. Cette croissance est simplement beaucoup plus faible de nos jours que 30 ans plus tôt. D'autre part, les autres activités dont l'importance décroît avec la distance à la ville, sauf que leur importance est maintenant relativement plus forte dans la première couronne que dans la ville-centre.

Les activités BARSJ sont ainsi passées à Montpellier de 2,6 emplois pour 100 habitants en 1968 à 12 en 1999, tandis que pour l'ensemble des communes situées à moins de 10 kilomètres de Montpellier, on est passé de 0,4 à 17,3 dans le même temps.

Dans les aires urbaines, la croissance de l'emploi BARSJ compense presque la chute de l'emploi agricole

En résumé, de 1968 à 1999, l'ensemble des communes des aires urbaines actuelles a perdu 74 000 emplois agricoles ou industriels par an. Ces pertes ont en grande partie été compensées par la création de 63 000 emplois BARSJ. Les autres catégories de services leur ont apporté 103 000 emplois supplémentaires chaque année. Hors des aires urbaines, la perte de 45 000 emplois agricoles ou industriels chaque année a été compensée en partie seulement par la création de 10 000 emplois BARSJ et 26 000 emplois dans les autres services.

Les villes et leurs aires d'influence ont ainsi capturé 86 % des créations d'emplois BARSJ, 80 % des créations d'emplois dans les autres services et subi 62 % seulement des pertes dans l'agriculture et l'industrie. Le mouvement de croissance urbaine est donc clairement associé aux mutations de l'appareil productif sous l'effet de la régression de l'emploi agricole et industriel et le dynamisme des certains services au caractère urbain marqué.

La croissance de l'emploi BARSJ s'est accompagnée d'une diffusion des services au plus près des habitants

Au sortir de la 2^e guerre mondiale, la présence des services BARSJ était plutôt limitée aux grandes villes. Avec la croissance des revenus et l'extension des villes, ces activités ont connu une extension géographique remarquable : leur indice de concentration géographique ⁽⁵⁾ est passé de 244 en 1968 à 98 en 1999 en France. Parallèlement, l'agriculture a vu son indice passer de 72,7 à 134, soulignant ainsi le repli des activités agricoles devant l'étalement périurbain.

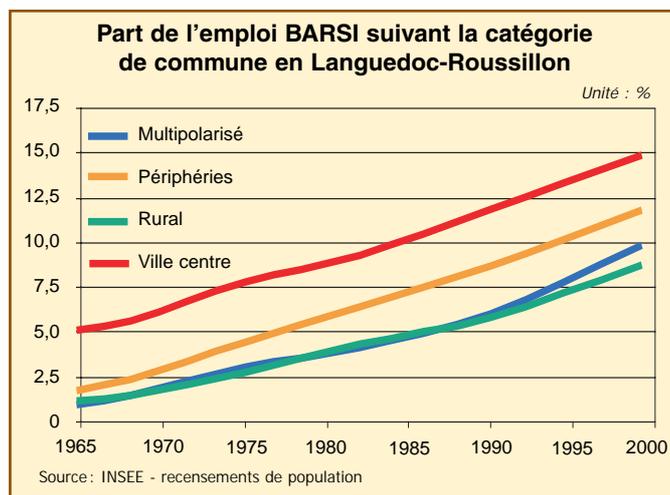
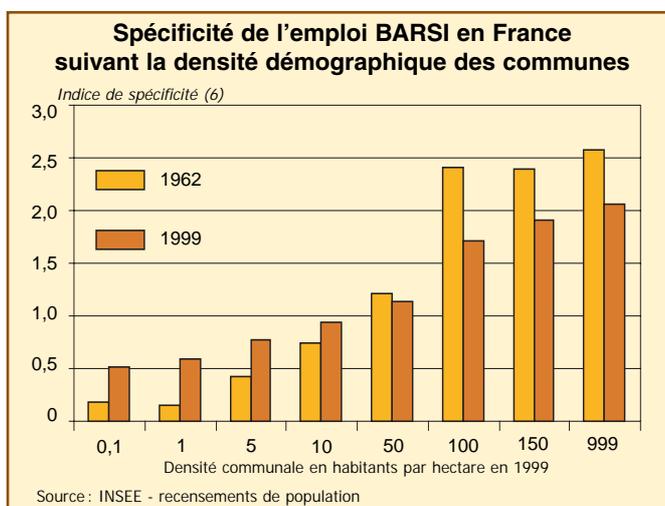
La part des services BARSJ a crû à peu près de la même façon dans toutes les catégories de communes tout en respectant la hiérarchie en place en début de période : les villes-centre d'abord, puis leurs périphéries et, ensuite, les communes rurales et multipolarisées dans lesquelles le poids des activités BARSJ est peu différent.

L'examen des spécificités ⁽⁶⁾ nous montre deux catégories de communes bien distinctes en 1962 : l'ensemble des communes dont la densité démographique était supérieure à 50 habitants par hectare, dans lesquelles la part de l'emploi BARSJ est double de la moyenne et les autres.

Le groupe des communes de plus de 100 habitants par hectare est constitué de Paris, de 26 communes de sa périphérie proche et de Lyon. Entre 50 et 100 habitants par hectare en 1962, nous trouvons, outre d'autres communes de la banlieues parisienne, Grenoble, Lille, Roubaix, Bordeaux, Rouen, Troyes, Tourcoing, Vichy.

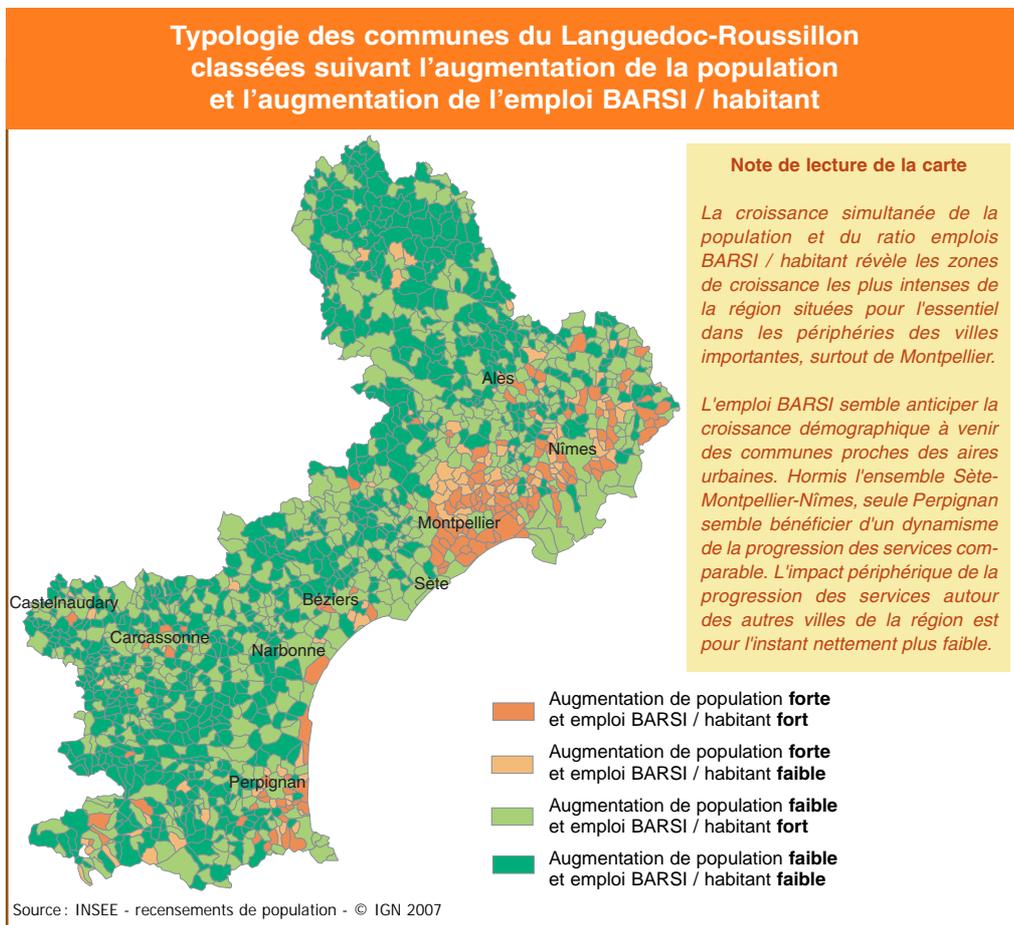
(5) L'indice de concentration géographique calculé ici est le coefficient de variation de l'emploi par habitant sur l'ensemble des communes de référence. Le coefficient de variation est égal au rapport : écart-type/moyenne. L'écart-type est égal à la racine carrée de la moyenne des carrés des écarts à la moyenne. Le coefficient de variation est donc une mesure de dispersion relative. Une forte valeur signifie ici que certaines communes ont un ratio d'emploi par habitant élevé alors que d'autres en ont un très faible ou nul. Une faible valeur signifie ici que les valeurs d'emploi par habitant sont voisines d'une commune à l'autre.

(6) La spécificité calculée ici est le ratio : part de l'emploi BARSJ dans l'ensemble des communes d'une densité démographique donnée / part de l'emploi BARSJ dans l'ensemble des communes.



Entre 10 et 50 habitants par hectare, la part de l'emploi BARSJ est du même ordre de grandeur que la moyenne, et décroche régulièrement au fur et à mesure que la densité baisse.

En 1999, la relation entre la densité et la part relative de l'emploi BARSJ est toujours vraie, mais ces activités sont beaucoup moins cantonnées dans les communes les plus denses. La rupture entre les communes de plus de 50 habitants par hectare et les autres a été gommée, la décroissance des spécificités étant plus régulière avec la densité. Par ailleurs, la spécificité décroît moins brutalement avec la densité, montrant l'extension géographique des services BARSJ, le rattrapage ayant été d'autant plus fort que les communes étaient peu denses.



L'exemple de la diffusion des banques et assurances : la région suit à distance

L'emploi dans les banques et assurances est passé de 411 000 en 1968 à 708 400 en 1999 en France, soit une progression de +1,77 % par an. En Languedoc-Roussillon, les chiffres des recensements de la population donnent 9 500 en 1968 et 19 400 en 1999, soit +2,33 % par an.

En 1968, 12,5 % des communes françaises possédaient au moins un emploi⁽⁷⁾ dans les banques ou assurances, elles étaient 20,8 % en 1999. Dans la région, ces taux d'équipement sont respectivement de 10,5 en 1968 et 22,2 en 1999.

Si l'on rapporte l'implantation des services bancaires et assuranciers à la population desservie dans sa commune de domicile, la couverture est en France de 68,3 % en 1968 et 77 % en 1999. Pour la région, les proportions d'habitants desservis sur place par les banques et assurances étaient de 64,8 % en 1968 et 75,9 en 1999.

L'implantation des banques et assurances dans le périurbain n'a pas renversé la vieille hiérarchie urbaine

La progression spatiale des banques et assurances dans la région a suivi le mouvement d'extension observé en France à un niveau légèrement inférieur. L'examen des taux d'équipement par habitant⁽⁸⁾ suivant les catégories de communes montre que malgré la diffusion périurbai-

ne des services bancaires et assuranciers, la hiérarchie urbaine reste bien en place. En 1999, le taux d'équipement des communes pôles d'une aire urbaine est toujours plus élevé que celui des périphéries, lesquelles sont plus équipées que les communes rurales.

La principale évolution est celle de la progression du taux d'équipement des périphéries qui leur permet un certain rattrapage des communes pôles : leur taux d'équipement qui était le sixième de celui des communes pôles en 1968 en est le tiers en 1999.

(7) Il s'agit ici de l'emploi localisé au lieu de travail.

(8) Le taux utilisé ici est : nombre d'emplois dans les banques et assurances *10 000 / ((nombre d'emplois + population) / 2)

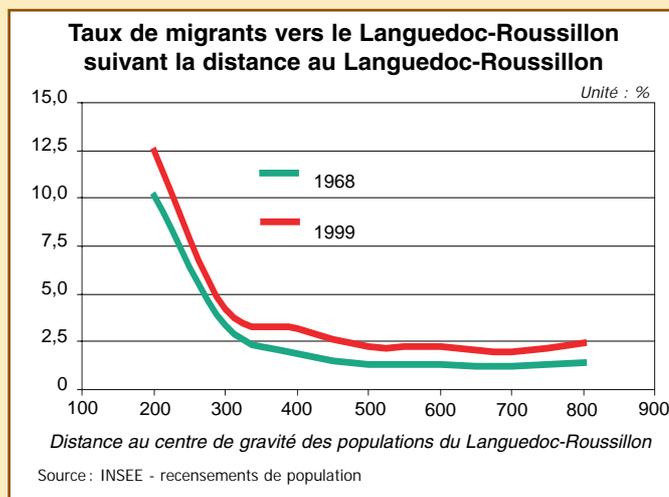
Les départements les plus touchés par la désindustrialisation ont accentué leur migration vers le Languedoc-Roussillon

Les migrations interrégionales sont avant tout une affaire de proximité : le taux de migrants vers une région donnée décroît fortement avec la distance.

Le graphique en donne une illustration : les départements situés entre 100 et 200 kilomètres du Languedoc-Roussillon⁽⁹⁾ envoient vers notre région 12 % de leurs migrants alors que ceux qui sont distants de 200 à 300 kilomètres en envoient 4 % seulement. Cette proportion diminue encore lorsque la distance augmente, mais plus lentement.

Le facteur «distance», tout en étant prépondérant, n'explique pas tout : la forte diminution de l'emploi industriel dans certains départements a poussé à la migration, notamment vers le Languedoc-Roussillon.

Les résultats d'une régression confirment sans ambiguïté que la région est devenue une terre d'accueil pour ceux qui avaient moins de chances d'occuper un emploi industriel dans leur région d'origine ou de bénéficier de la distribution de ces revenus industriels.



(9) La distance utilisée ici est celle qui sépare le centre de gravité des populations du département du centre de gravité des populations du Languedoc-Roussillon

Le lien entre désindustrialisation et migration est mis en évidence par une régression dans laquelle la proportion de migrants de chaque département vers le Languedoc-Roussillon est expliquée par la distance et l'accroissement de la part de l'emploi industriel.

	Coefficient	Ecart-type	T de Student
R2	0,85		
Constante	0,00	0,00	2,17
Distance du département d'origine au Languedoc-Roussillon	0,21	0,01	22,41
Accroissement de la proportion d'emplois industriels dans le département d'origine des migrants vers le Languedoc-Roussillon	- 0,05	0,02	- 2,56

Les services BARSJ sont les plus gros employeurs de personnes diplômées en Languedoc-Roussillon, comme ailleurs

Les années d'après la 2^{ème} guerre mondiale ont vu la France faire un effort important pour élever son niveau général de formation⁽¹⁰⁾. Cette amélioration a bénéficié à tous les secteurs, mais de façon nettement différenciée.

La proportion d'actifs titulaires du baccalauréat ou plus a progressé régulièrement depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et s'est nettement accélérée dans les années 1980 : de 2,9 % des actifs en 1962, la proportion de ceux qui sont titulaires du baccalauréat ou plus est passée à 25,8 % en 1999 pour l'ensemble des secteurs d'activité. Cette progression a toutefois beaucoup plus profité aux services qu'aux autres secteurs. L'agriculture est passée de 2,2 % à 7,7 % entre 1962 et 1999, l'industrie de 2,1 % à 18,9 %. Les services BARSJ sont passés de 8,1 % à 35,9 %, les autres services de 4,3 % à 25,7 %.

Ainsi, dans les services BARSJ, la part des actifs les plus diplômés est passée de 10,1 % en 1962 à 20,8 % en 1999. Dans le même temps, l'industrie qui occupait 20,5 % des actifs titulaires d'un diplôme supérieur ou égal au baccalauréat voyait ce chiffre tomber à 13 % en 1999.

L'étude des emplois BARSJ révèle la précarisation de l'emploi dans les services à l'industrie et la montée des services aux ménages

L'examen de l'emploi BARSJ dans le détail révèle tout d'abord l'importance de l'externalisation d'une partie des emplois des secteurs industriels vers les services en Languedoc-Roussillon, comme en France : le travail temporaire arrive en tête des secteurs au niveau de détail le plus fin. Avec 8 650 emplois en 1999, il représente 10 % de l'emploi BARSJ en Languedoc-Roussillon (14 % en France)

Les activités de nettoyage représentent 5 000 emplois dans la région. Les activités d'ingénierie et études techniques offrent 4 000 emplois, celles d'enquête et sécurité 2 600 emplois, celles d'administration d'entreprises 2 500 emplois. Les services annexes à la production représentent 2 400 emplois, le conseil pour les affaires et la gestion 1 830 emplois dans la région.

Ces activités ne résultent pas en totalité de l'externalisation d'emplois par les secteurs industriels. Leur importance révèle néanmoins l'importance du transfert de certains emplois qui sont devenus moins stables hors des secteurs industriels. Pour certaines activités comme les «activités juridiques» il est difficile de faire la part des services aux entreprises et des services aux ménages, donc d'apprécier l'importance de l'externalisation d'emplois qui faisaient partie auparavant de l'industrie.

Les services récréatifs constituent une alternative limitée à la perte d'emplois industriels et agricoles

L'importance des banques, assurances et services immobiliers montrent l'effet d'entraînement de la consommation en partie liée à la composante migratoire dans le dynamisme des services BARSIS.

Parallèlement à la baisse des emplois agricoles, assez ancienne, et industriels, plus récente, d'autres emplois dans les services sont apparus notamment dans les services récréatifs, à l'intérieur desquels les services sportifs et culturels tiennent une grande place. La progression de ces services peut faire penser à une société qui se dégagerait progressivement, grâce à la mécanisation, des contraintes de la production d'objets pour aller vers une civilisation des loisirs. En effet, si l'emploi baisse dans l'industrie, la production industrielle, elle, ne baisse pas ⁽¹¹⁾.

A l'intérieur des activités variées classées dans le groupe des activités " récréatives ", les activités sportives et artistiques se taillent la part du lion avec respectivement 4 200 et 3 500 emplois en Languedoc-Roussillon en 1999. A un niveau plus faible, nous trouvons les activités de " jeux de hasard et d'argent " avec 900 emplois, " bals et discothèques " 600 emplois, " gestion de salles de spectacle " 580 emplois, "

services annexes aux spectacles " 550 emplois.

Face aux 121 000 emplois par ans perdus par l'agriculture et l'industrie entre 1962 et 1999 en France, les services récréatifs ont créé 39 000 emplois par an soit 1 pour 3. Dans la région, ce sont 3 600 emplois par an qui ont été perdus par l'agriculture et l'industrie, contre 310 créés par les services récréatifs soit 1 pour 12. Cependant, la progression des services récréatifs ⁽¹²⁾ est incontestable, ils représentaient en 1999 seulement 7,6 % des emplois industriels et agricoles en France et 11 % dans la région.

Hors de l'industrie, de l'agriculture et des activités BARSIS, le taux d'emploi stagne

Le vaste ensemble des services hors BARSIS, après une forte croissance qui a conduit le taux d'emploi pour l'ensemble de ces activités de 17,6 emplois pour 100 habitants en 1962 en France à 23,7 en 1975, stagne depuis. Entre 1975 et 1999, le taux d'emploi dans ces activités ont oscillé entre 23,6 et 23,2 emplois pour 100 habitants.

Ces activités de service hors BARSIS ont en effet un caractère marqué de services à la population, peu susceptibles de gains de productivité importants. Alors qu'entre 1962 et 1975, ces activités ont créé 115 000 emplois par an, depuis 1975, les créations ont fléchi : 43 000 emplois par an. Comparativement, les activités BARSIS qui créaient 17 000 emplois par an en France entre 1962 et 1975 a accéléré fortement depuis 1975 : + 77 000 emplois par an.

Le premier choc pétrolier a vu non seulement l'emploi industriel décrocher fortement, mais l'ensemble des services hors BARSIS a connu lui aussi un freinage brutal, leur croissance étant indirectement assise sur celle de l'emploi industriel. La perte d'emplois dans l'industrie et l'agriculture n'a pas donné lieu à un simple transfert vers les activités tertiaires, mais la croissance de l'emploi s'est concentrée vers les activités BARSIS.

(10) Les formations de la filière générale peuvent être mesurées avec les recensements de la population qui notent le niveau de diplôme. Celui-ci n'est pas synonyme de qualification, mais il lui est corrélé.

Nous avons choisi ici un indicateur simple : la proportion de personnes titulaires du baccalauréat ou d'un diplôme de niveau plus élevé.

(11) Rapport du Conseil d'Analyse Economique N° 55 L. Fontagne, JE Lorenzi

(12) Les services récréatifs sont une partie de l'ensemble BARSIS (correspondant au «R»), ce sont des activités directement liées au tourisme et aux loisirs. Notre région qui a une vocation touristique marquée est particulièrement concernée par ces activités

Nombre d'emplois dans les services BARSIS et part dans l'emploi total en 1999

Unités : nombre et %

Services BARSIS	France Entière	Part France Entière	Languedoc-Roussillon	Part en Languedoc-Roussillon
Banques	547 214	19,7	15 187	20,3
Immobilier	285 063	10,3	9 888	13,2
Travail temporaire	479 461	17,3	8 646	11,6
Activités judiciaires	139 733	5,0	5 252	7,0
Activités de nettoyage	193 403	7,0	5 043	6,8
Activités comptables	130 793	4,7	4 354	5,8
Assurances	161 204	5,8	4 227	5,7
Ingénierie, études techniques	163 400	5,9	3 895	5,2
Activités artistiques	74 452	2,7	3 490	4,7
Autres activités sportives	81 608	2,9	3 451	4,6
Enquêtes et sécurité	86 904	3,1	2 566	3,4
Administration d'entreprises	182 663	6,6	2 540	3,4
Services annexes à la production	97 769	3,5	2 444	3,3
Activités d'architecture	51 264	1,8	1 856	2,5
Conseil pour les affaires et la gestion	102 143	3,7	1 830	2,5
Autres	886 905	31,9	20 427	27,4
Ensemble	2 777 074	100,0	74 669	100,0

Le recul de l'emploi dans les secteurs industriel et agricole, générale en Europe, a touché le Languedoc-Roussillon un peu moins que d'autres régions de tradition industrielle. Le Languedoc-Roussillon a accompagné le mouvement d'externalisation d'une partie des services industriels vers des formes d'emploi plus précaires.

Les mutations de l'appareil productif font sentir leurs effets dans la répartition géographique des activités. Ainsi, les difficultés de l'emploi dans les régions industrielles accélèrent la migration, entre autres destinations, vers le Languedoc-Roussillon.

L'offre d'emplois dans les services a pris le relais de l'agriculture et de l'industrie, notamment dans un sous-ensemble constitué par les banques, assurances, services récréatifs, services aux entreprises et services immobiliers qui est à la fois le plus diplômé et le plus dynamique. L'emploi BARSJ se déploie à la périphérie des villes importantes et de façon particulièrement marquée autour de Montpellier qui confirme là son rôle de locomotive régionale. Leur implantation semble anticiper sur les zones de croissance à venir.